

CHS LE VINATIER

<http://fovinatier.free.fr>

forceo@libertysurf.fr

04.37.91.53.20

Compte-rendu de mandat

1. CHS-CT du 11 SEPTEMBRE 2012

Travail en 12H sur l'hôpital :

La direction présente les roulements sur les 12h00 comme une piste de réflexion qui aurait été entreprise. FO remet la situation dans son contexte initiale du printemps dernier, les cadres du BSI n'ont pas été invités à une réflexion mais ont bien subi des pressions pour accepter ce nouveau roulement. Le personnel de l'UMA s'est vu quant à lui fortement encouragé à participer à des réunions dites de présentation et d'informations. Ces manœuvres sont bien connues et non qu'un seul et unique objectif : faire accepter et appliquer le roulement des 12H00 qui a pour unique objectif la diminution du nombre de poste sur le CHSV ! FO a proposé une motion au vote :

« Le CHS-CT du CHS Le Vinatier réuni en séance ce jour du 11 Septembre 2012 s'oppose à toute mise en place ou tentatives de mise en place de journées ou de nuits de travail d'une durée de 12 heures ou encore d'un roulement basé sur le travail en 12 heures sur le CHS Le Vinatier, quelle que soit l'unité concernée, quel que soit le grade des agents concernés. »

Cette motion a été votée à l'unanimité par le CHS-CT.

Rappelons au passage qu'au CTE du 13 septembre, **la réorganisation du BSI en 12h a été repoussée par la totalité du CTE**. La Direction passera-t-elle outre, donnant ainsi précisément sa définition du '*dialogue social*' ?

Rapport annuel du service de santé au travail :

Les accidents de travail sur ces 20 dernières années ne cessent d'augmenter. Les consultations de reprises de travail pour raisons professionnelles ont, elles aussi sur ces 6 dernières années, augmenté.

La médecine du travail **a demandé un poste d'interne qui lui a été refusé par manque de budget**. Le CHS-CT a mis au vote une motion afin de demander le plus rapidement possible le renforcement de l'équipe médicale (recrutement d'un poste d'interne). Cette motion a été votée à l'unanimité.

Propositions d'actions sur les accidents du travail :

Des pistes sont à l'étude : Violence patients ; Manutention, objets, patients ; Violence générale, institutionnelle, souffrance au travail, RPS. En cas d'accident du travail, la Direction devra prévenir les membres titulaires du CHS-CT.

Effectifs de La Mas et des lits :

FO rappelle encore une fois la situation difficile des équipes (surcharge de travail importante), et notamment en ce qui concerne la troisième équipe qui travaille régulièrement à deux soignants, FO a demandé encore une fois que les équipes soient renforcées avec un effectif minimum de 3 soignants la nuit pour la troisième équipe. Seule réponse faite de la part de la direction : « Une investigation sur la charge de travail la nuit sera faite, 8 lits électriques sont commandés ».

UMD :

Au printemps des agents en équipe du matin enchainent le jour même un travail de nuit. Le minimum entre une fin de poste et une reprise n'a pas été respectée. Alerte : petit à petit la direction feint de ne pas être au courant de ces faits, et 'habitué' les personnels à ne pas respecter le statut de la fonction publique.

Fauteuils de nuit 24/24 :

Direction n'admet pas que les agents de nuit ont besoin d'un fauteuil de type « relax » leur permettant de se détendre prétextant que de tels fauteuils favoriseraient l'endormissement ! FO rappelle que ce n'est pas du tout ce que demandent les agents de nuit.

Ce dernier CHS-CT s'est tenu avec plus de deux mois de retard, révélateur d'une direction débordée qui s'empresse d'appliquer le plus rapidement possible 'ses' projets. Des projets qui ne trompent personne, des projets qui cherchent à diminuer par tous les moyens des postes d'agents quel que soit le grade concerné.

- La médecine du personnel surchargée demande un poste d'interne : **refusé !**
- La MAS, surchargée de travail, demande du personnel paramédical et un minimum de trois soignants par nuit : **refusé !**
- Mais plus encore, quelle solution rapide et efficace pour gagner des postes ? **Supprimer une équipe :** application des 12h00 au BSI et à l'UMA !

Les seules réponses apportées par la direction sont les conventions, les contrats et autres études présentés comme un souci de recherche de qualité, occultant la feuille de route conduisant à l'écèlement du CHS V et à la destruction de notre statut.

On le voit maintenant et à notre échelle, la direction est prête à tout pour rembourser son emprunt de 130 millions d'€, devançant même les recommandations de la cour des comptes qui, pour la maîtrise des dépenses d'assurances maladie 2013-2017, suggère de réduire de 30 000 lits de médecine et d'au moins de 10% de lits de chirurgie. Que le personnel hospitalier se rassure une recommandation de l'IGAS affirme qu'il faut « *permettre de mieux soigner avec des effectifs plus réduits* » ! Nous l'avons ainsi tous compris, l'austérité se présente aux portes du CHS Le Vinatier, avec pour sauf conduit le vademécum dans son arsenal.

2. La blanchisserie/buanderie

Selon la direction **la blanchisserie est rentable** puisque récemment, - il y a 4 ans-, restructurée. Mais « *dans un avenir de 5-10 ans elle ne serait plus viable* » ? Il faudrait dès lors envisager des travaux de modernisation, chiffrés à environ 1.5 millions d'€ par un autofinancement, « *l'ARS ne donnerait pas son aval* ». La direction présente des alternatives : la diminution du personnel, l'augmentation de l'activité ou le partenariat, ce sera la solution du partenariat qui sera retenue. Et comme le hasard existe, ça tombe bien les HCL créent un GCS (Groupement Coopération Sanitaire) localisé à Saint Priest. Ce GCS traiterait in fine 35 Tonnes, les HCL apportant 23 T, le CHS Le Vinatier 3 T ; et pour rappel l'équilibre financier est à hauteur de 27 T, nul besoin de machine à calculer pour comprendre que le GCS a besoin de notre participation pour exister.

Le devenir de notre blanchisserie/buanderie : les locaux passeraient de 1400m² à 500m², avec une spécialisation dans le traitement des franges et du linge personnel, tout le reste serait abandonné au GCS. Ces travaux de spécialisation ne sont pas chiffrés mais seraient à la charge du GCS.

Quant au personnel, 9 agents muteront à St Priest, **3 partent à la retraite dans les 2 ans et ne seront pas remplacés**, 3 rejoindront l'encadrement du GCS, 15 resteraient sur le site. FO rappelle que le choix se fait sur la base du volontariat.

Le DG affirme que « *ce serait un GCS de moyens, pas un GCS employeur* » et qu'il faut saisir la chance qui se présente, « *un pari sur l'avenir* ». Des questions restent encore non élucidées :

- Quelles garanties pour les agents du CHSV et leurs postes lors de cette mutation ? **Resteront –ils agents de l'hôpital ou leur employeur sera-t-il le GCS ?**
- Quelles garanties quant aux conditions de travail, l'encadrement, etc..... ?
- Quid du service rendu à l'hôpital quant à la fourniture du linge ?

- Quid du personnel des HCL, de leurs blanchisseries relais ?
- Pourra-t-on sortir de ce GCS en cas de difficultés ou de privatisation ?

Force Ouvrière ne signera pas un chèque en blanc à la Direction. Nous défendrons les agents, les postes et ce faisant le Service Public. Notons au passage, que de l'avis de la Direction « *même lorsqu'il n'y a pas de déséquilibre financier, il faut restructurer...* » ! Quel aveu.

3. Le jour de carence :

Désormais l'ensemble des fédérations de fonctionnaires toutes fonctions publiques confondues (Etat, Hôpitaux, Territoriaux) exigent du ministre de la fonction publique l'abandon du jour de carence comme il s'y était engagé au mois de juillet !

Rappelons que cette mesure budgétairement ne coûte rien aux finances publiques !

Le gouvernement va-t-il le laisser en place simplement pour céder aux injonctions de Bruxelles et du MEDEF ?

4. Menaces sur nos retraites :

Chacun a pu le voir le gouvernement et Bruxelles ont trouvé les responsables de la crise financière du système capitaliste : **Les Retraités**. Mme la ministre Marisol Touraine le confirme ce 14 septembre : « *les retraités ne sont pas intouchables* ».

Par exemple notre caisse de retraite la CNRACL qui jusqu'à maintenant a toujours été excédentaire (notre caisse génère aujourd'hui un montant de cotisations équivalent à 18 Milliards d'€ pour un montant de pensions équivalent à 16 milliards !) s'est vue désignée 'déficitaire' en 2011 à hauteur de 0,375 Milliards d'€ ! La raison ? Surement pas les pensions versées aux retraités de la fonction publique mais **l'obligation de subventionner à hauteur de 1,6 milliards d'€ les caisses déficitaires** (il s'agit des caisses de retraite des professions libérales et du Personnel de l'Eglise) et bien sûr ce déficit a été compensé par un recours à l'emprunt. Depuis 1984 au titre de cette 'aide' forcée, **la CNRACL a donné l'équivalent de 65 Milliards d'€ !** Rappelons par ailleurs, que titulariser 10 000 contractuels c'est 80 millions d'€ supplémentaires dans les caisses de la CNRACL. Augmenter de 1% les traitements de la Fonction publique, c'est 160 millions d'€ de plus dans les caisses de la CNRACL.

5. Les caméras :

Notre directeur avoue avoir **installé dans le plus grand silence et la plus minime communication des caméras cachées** aux entrées de l'unité Revol, sans en avoir informé le personnel, sans en avoir informé les représentants du personnel, sans avoir apposé une signalisation évidente de la présence de cet outil high-tech. Nous découvrons ainsi un cinéphile alliant le suspens Hitchcockien et l'épique de Martin Scorsese. Quoi qu'il en soit le personnel, acteur malgré lui, aurait préféré participer à cette « superproduction » et se voir ainsi plus rassuré par une direction à l'écoute de ses inquiétudes légitimes. FO n'est pas pour le mélange des genres : **Que les bâtiments soient sécurisés, nous sommes pour. Que les agents ou les malades soient filmés à leur insu, c'est interdit par la loi et nous sommes contre.** Nous l'avons dit à la direction.

6. Cadres de soins :

Leur reclassement et notamment **la date d'effet au 1^{er} juillet 2012** est remise en cause par le ministère ! Inadmissible, FO exige la sortie immédiate du décret et son application au 1^{er} juillet !

7. Portugal :

Bien sur, la télévision et les journaux ne vous en parleront pas. Mais incontestablement ce qui vient de se passer à Lisbonne ces derniers jours constitue un **véritable évènement** : Pour la première fois un 'gouvernement européen' sur un 'projet' exigé par la troïka et l'union européenne portant sur un nouveau pillage, au nom « *du remboursement de la dette et des nécessaires équilibres* », des cotisations sociales, a été obligé **par son peuple de reculer et de retirer la mesure**. Au-delà du fait que cela réjouira les travailleurs de toute l'Europe, c'est un signal net. Le vent commence à tourner.

INFORMATION :

La direction ayant décidé de déménager les locaux syndicaux (nous n'avions rien demandé), vous trouverez désormais le local de Force Ouvrière derrière la chapelle, sous les arcades de gauche en regardant le BSI.

Les numéros de téléphone restent inchangés : 5320 et 3739.

Les permanences sont toujours assurées quotidiennement entre 9h00 et 17h30.

N'hésitez pas à passer nous voir.